

Démocratie

2027 : QUI HÉRITERA DES ÉLECTEURS D'EMMANUEL MACRON ?

Antoine Bristielle

29/05/2026

L'électorat d'Emmanuel Macron apparaît fragmenté et structuré autour de quatre grandes familles aux profils sociaux, culturels et politiques distincts. À partir des données de l'Enquête électorale** réalisée par Ipsos pour la Fondation Jean-Jaurès, *Le Monde* et le Cevipof, Antoine Bristielle, directeur de l'Observatoire de l'opinion de la Fondation, montre que le macronisme ne constitue plus un bloc homogène mais une coalition électorale en voie de dispersion. Si un noyau fidèle reste attaché à un espace central, une partie importante semble désormais attirée soit par la droite et l'extrême droite, soit par une gauche sociale-libérale et écologiste.**

Méthodologie

Cette analyse s'appuie sur les données de l'enquête électorale conduite par Ipsos pour la Fondation Jean-Jaurès, *Le Monde* et le Cevipof, réalisée auprès d'un échantillon de plus de 11 000 individus représentatifs de la population française. La plupart des variables utilisées proviennent de la vague la plus récente – celle d'avril 2026. Néanmoins, certaines questions de positionnement politique et de valeurs n'étant pas présentes dans cette vague, nous avons eu ponctuellement recours à des variables issues de vagues précédentes, notamment celles réalisées au moment des élections européennes et législatives de 2024.

L'analyse porte spécifiquement sur les électeurs ayant déclaré avoir voté pour Emmanuel Macron au premier tour de l'élection présidentielle de 2022.

Afin de saisir les dynamiques de recomposition internes à cet électorat, nous avons mobilisé les probabilités de vote déclarées pour les différentes forces politiques lors d'une prochaine élection. L'objectif n'était pas uniquement d'étudier les intentions de vote actuelles – dans un contexte où le casting pour la présidentielle n'est pas arrêté – mais plus largement les proximités électorales et les espaces de circulation politique au sein de l'ancien électorat macroniste. Une analyse

typologique a été menée afin d'identifier les grandes structures internes de cet électorat. Le nombre optimal de groupes a d'abord été déterminé à partir d'une classification ascendante hiérarchique, permettant de faire émerger les principales divisions au sein de la population étudiée. Sur cette base, une segmentation a ensuite été réalisée à l'aide de la méthode des k-means.

Il est important de préciser que cette classification repose uniquement sur les probabilités de vote déclarées pour les différentes forces politiques, et non sur des variables sociodémographiques ou idéologiques, l'objectif étant ici d'identifier les grandes trajectoires politiques potentielles au sein de l'électorat d'Emmanuel Macron.

Les variables sociodémographiques et le positionnement sur des enjeux économiques et de société ont ensuite été mobilisés dans un second temps afin de caractériser et d'interpréter les profils ainsi identifiés. Cette démarche permet de mettre au jour des logiques de recomposition électorale cohérentes, fondées avant tout sur les probabilités de vote des individus et leurs espaces possibles de réalignement à l'approche de l'élection présidentielle de 2027.

Introduction

L'élection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République en 2017 a constitué l'une des plus profondes ruptures politiques de la V^e République. En quelques mois seulement, un candidat encore largement inconnu du grand public quelques années auparavant parvenait à conquérir l'Élysée en faisant voler en éclats les équilibres traditionnels de la vie politique française.

La singularité du macronisme tenait autant à son incarnation qu'à sa promesse politique. Emmanuel Macron proposait alors de dépasser le clivage gauche-droite, en assumant une logique du « et de droite et de gauche », consistant à agréger des électeurs aux sensibilités différentes et des propositions issues des deux grands blocs politiques traditionnels.

Le macronisme s'est ainsi construit comme une coalition électorale inédite, réunissant des électeurs issus de traditions politiques parfois très éloignées les unes des autres. Une partie de la gauche sociale-libérale, du centre démocrate et de la droite modérée s'était retrouvée derrière une même candidature, portée par la promesse de renouvellement politique, de développement économique et de modernisation du pays.

Cette coalition n'a véritablement jamais constitué un bloc idéologiquement homogène. Dès 2017,

plusieurs travaux avaient montré la grande diversité des positionnements des électeurs d'Emmanuel Macron. Dans *L'entreprise Macron*¹, Pierre Bréchon parlait ainsi d'un « précipité composite », soulignant les différences importantes existant au sein de cet électorat sur des sujets aussi structurants que l'immigration, le nationalisme ou encore le rapport à l'économie. Le chercheur alertait déjà sur la difficulté qu'il pourrait y avoir à maintenir durablement unis des électorats aussi différents.

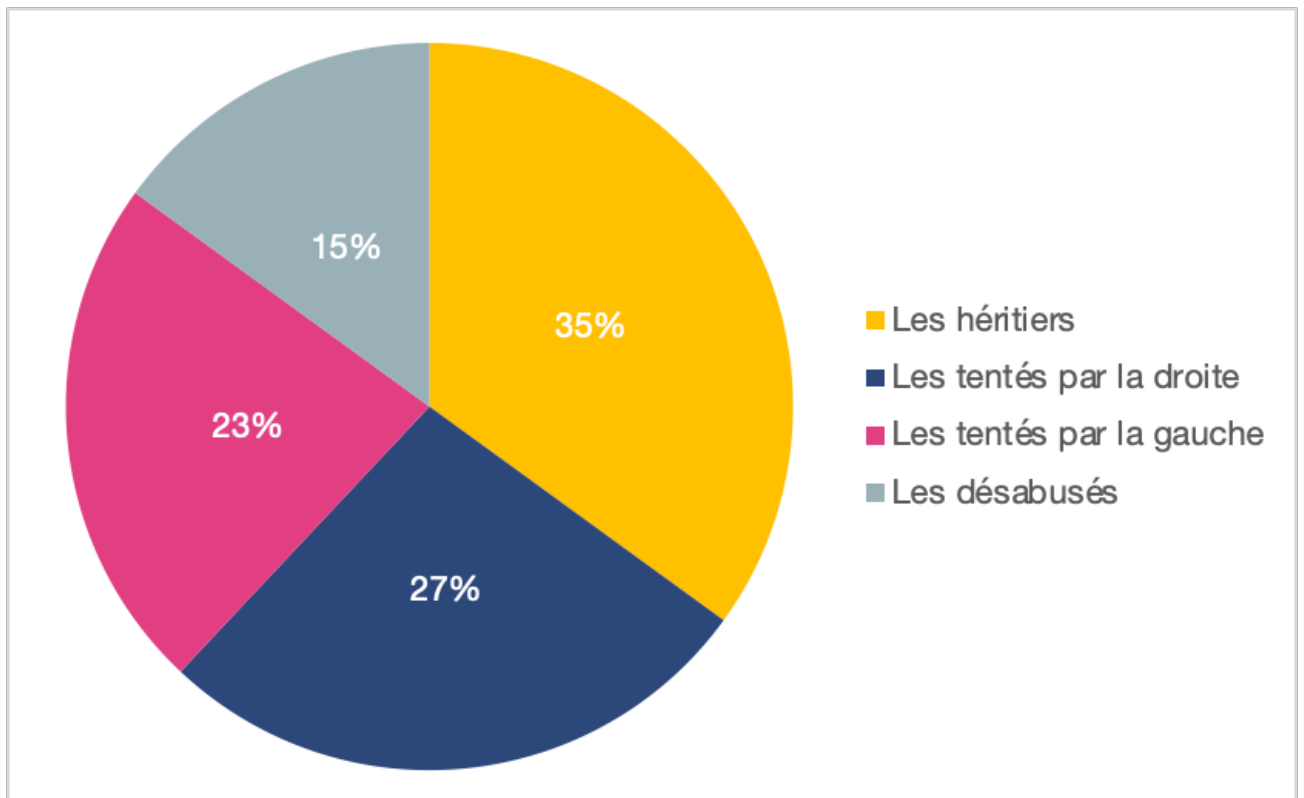
Pourtant, malgré cette hétérogénéité, Emmanuel Macron était parvenu à conserver cette coalition électorale en 2022 – bien que ses contours se soient légèrement modifiés – et à se faire réélire à la présidence de la République. Le contexte international marqué par le début de la guerre en Ukraine ainsi que la peur provoquée par le Rassemblement national avaient contribué à maintenir relativement soudé cet électorat disparate.

Mais l'élection présidentielle de 2027 ouvre une situation totalement nouvelle. Pour la première fois depuis la création du macronisme, Emmanuel Macron ne pourra pas être le point d'équilibre autour duquel s'organise cette coalition électorale. Dès lors, une question centrale émerge : le bloc macroniste peut-il survivre à Emmanuel Macron ?

Les premières données montrent à quel point cette succession apparaît aujourd'hui incertaine. Même si les deux se gardent bien de mettre en avant une filiation directe avec un président devenu de plus en plus impopulaire au fil de son mandat, Édouard Philippe et Gabriel Attal apparaissent néanmoins comme les héritiers les plus naturels de l'électorat Macron – ayant tous deux été Premiers ministres sous sa présidence. Pourtant, seuls 34,5% des électeurs d'Emmanuel Macron en 2022 déclarent une probabilité importante – supérieure ou égale à 7 sur 10 – de voter pour Horizons lors des prochaines échéances électorales, tandis que 32,5% déclarent une probabilité importante de voter pour Renaissance. Autrement dit, même au sein de l'ancien électorat présidentiel, la transmission politique du macronisme est loin d'apparaître automatique. Mais alors, où sont tentés d'aller les anciens électeurs d'Emmanuel Macron et sur quels critères ce schisme se réalise-t-il ?

Lorsqu'on analyse précisément les probabilités de votes futurs des électeurs d'Emmanuel Macron en 2022, quatre grands profils apparaissent.

Graphique 1. Quatre grandes familles d'attitudes au sein de l'ancien électorat d'Emmanuel Macron



Le premier groupe, celui des « héritiers », représente 35% de cet électorat. Il correspond au noyau le plus fidèle du macronisme et rassemble les électeurs qui demeurent les plus enclins à soutenir une candidature issue du bloc central, autour des figures d'Édouard Philippe et de Gabriel Attal.

À l'inverse, un deuxième groupe – représentant 27% des électeurs Macron de 2022 – apparaît désormais clairement tenté par un basculement vers la droite. Très libéraux sur les questions économiques, mais beaucoup plus conservateurs sur les enjeux identitaires et culturels, ces électeurs semblent progressivement s'éloigner du macronisme original.

Un troisième groupe, représentant 23% de l'électorat Macron de 2022, semble au contraire engagé dans une dynamique de déplacement vers la gauche. Plus urbains, plus diplômés et plus ouverts culturellement, ces électeurs se distinguent surtout par une sensibilité plus forte aux enjeux sociaux et environnementaux.

Enfin, un dernier groupe, celui des « désabusés », représente 15% des électeurs d'Emmanuel Macron de 2022. Ayant placé beaucoup d'espoirs dans l'actuel président de la République et largement déçu par la politique mise en œuvre, ce groupe apparaît désormais marqué par le désenchantement politique. Faiblement attachés aux différentes offres partisanes et particulièrement critiques vis-à-vis du fonctionnement démocratique, ces électeurs semblent aujourd'hui davantage tentés par l'abstention que par une véritable réorientation idéologique.

Afin de mieux comprendre les dynamiques de recomposition à l'œuvre à l'approche de 2027, cette note propose d'analyser en détail chacun de ces quatre groupes : leurs trajectoires électorales potentielles, leurs caractéristiques sociologiques, leurs systèmes de valeurs ainsi que leurs principales attentes politiques. Plus largement, cette analyse permet d'éclairer une question centrale pour les années à venir : le macronisme était-il un véritable bloc politique durable ou une coalition électorale temporairement unifiée autour d'une personnalité politique singulière ?

Les « héritiers » : le noyau fidèle du bloc central

Les « héritiers » représentent 35% des électeurs d'Emmanuel Macron au premier tour de l'élection présidentielle de 2022. Parmi les quatre groupes identifiés, ils constituent le segment le plus fidèle au bloc central et celui qui apparaît aujourd'hui comme le plus naturellement disposé à soutenir une candidature issue de cet espace politique en 2027.

Mais cette fidélité ne doit pas masquer une réalité plus complexe : même au sein de ce groupe, la « transmission du macronisme » n'a rien d'automatique. Derrière l'attachement au bloc central se cache en réalité une attente forte de renouvellement politique.

Édouard Philippe et Gabriel Attal dominent largement cet électorat

Les probabilités de vote montrent d'abord que les « héritiers » restent très fortement arrimés à l'espace central. Ils affichent une probabilité moyenne de 7/10 de voter pour Renaissance et de 7,2/10 pour Horizons. Ces niveaux sont très nettement supérieurs à ceux observés pour les autres forces politiques : 5,8/10 pour Les Républicains et 3,4/10 pour le Parti socialiste.

Les élections européennes de 2024 avaient déjà confirmé cette fidélité politique. Alors qu'une partie de l'ancien électorat macroniste commençait à se disperser, les « héritiers » étaient restés massivement attachés au bloc présidentiel : 70% avaient voté pour la liste Renaissance, contre seulement 43% en moyenne dans l'ensemble des quatre groupes identifiés.

Lorsqu'on les interroge sur leur satisfaction potentielle en cas de victoire des différents candidats à l'élection présidentielle, deux figures dominent très largement cet espace : Édouard Philippe en premier et Gabriel Attal en second. 79% des « héritiers » déclarent ainsi qu'ils seraient satisfaits d'une victoire d'Édouard Philippe et 58% d'une victoire de Gabriel Attal. Ces deux niveaux sont très supérieurs à ceux observés pour l'ensemble des autres personnalités testées. L'écart entre les deux hommes reste néanmoins significatif. Il semble montrer qu'Édouard Philippe bénéficie aujourd'hui, au sein de cet électorat, d'une image plus présidentielle. Gabriel Attal conserve

néanmoins un niveau d'adhésion élevé, signe qu'il demeure l'une des principales figures de référence de ce noyau macroniste.

Tableau 1. Pourcentage de satisfaction en cas de victoire de différents potentiels candidats à la présidentielle de 2027

	Les « héritiers »	Les « tentés par la droite »	Les « tentés par la gauche »	Les « désabusés »
Jean-Luc Mélenchon	0%	1%	4%	5%
Marine Tondelier	1%	2%	17%	1%
Éric Zemmour	0%	14%	0%	2%
Marine Le Pen	0%	38%	0%	12%
Jordan Bardella	1%	49%	1%	19%
Gabriel Attal	58%	37%	38%	25%
Bruno Retailleau	22%	45%	5%	20%
Olivier Faure	5%	4%	22%	3%
Raphaël Glucksmann	22%	7%	51%	8%
Édouard Philippe	79%	54%	47%	34%
Fabien Roussel	2%	6%	12%	4%

Lecture : 58% des « héritiers » seraient satisfaits d'une victoire de Gabriel Attal à la présidentielle.

À l'inverse, les autres candidatures suscitent beaucoup moins d'adhésion. Seuls 22% des « héritiers » se déclareraient satisfaits d'une victoire de Bruno Retailleau et 22% également d'une victoire de Raphaël Glucksmann. Quant au Rassemblement national, il demeure totalement hors de leur

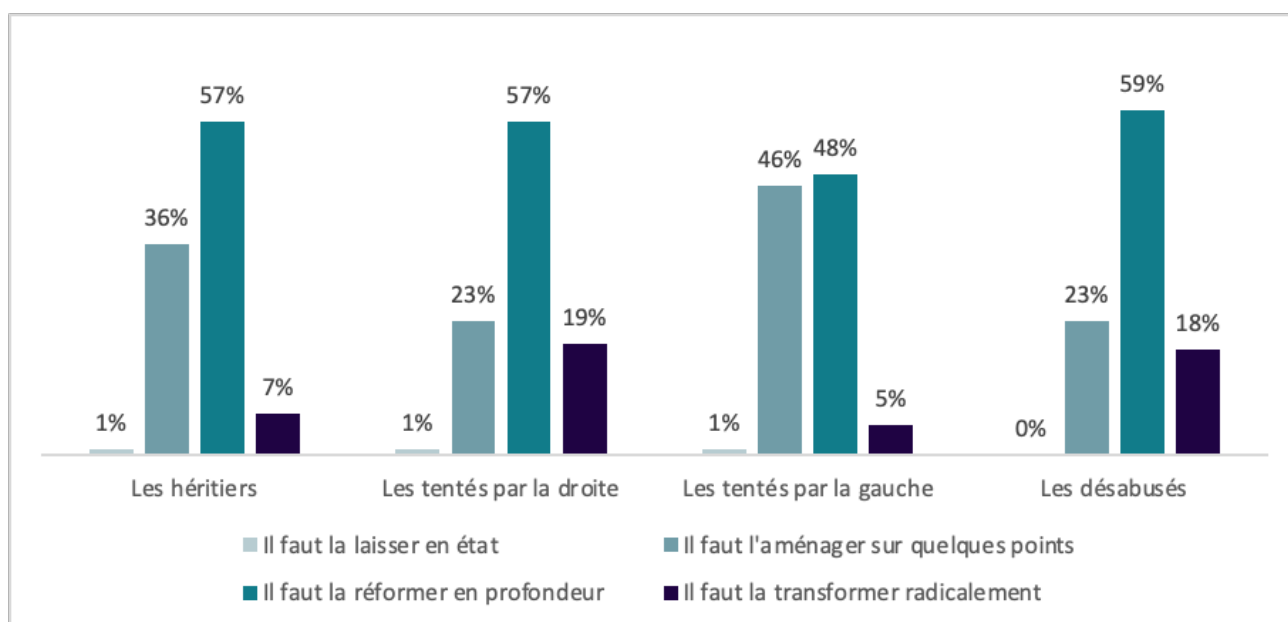
horizon politique : aucun membre de ce groupe ne se déclare satisfait à l'idée d'une victoire de Marine Le Pen et seulement 1% en cas de victoire de Jordan Bardella.

Une fidélité au bloc central... mais pas au *statu quo*

Les « héritiers » sont de loin le groupe le moins critique à l'égard du bilan d'Emmanuel Macron. Seuls 10% se déclarent insatisfaits de son action comme président de la République, contre 27% en moyenne dans l'ensemble des quatre groupes identifiés.

Mais c'est précisément là qu'apparaît l'un des résultats les plus intéressants de cette analyse. Cette fidélité relative au bloc central ne signifie pas pour autant une adhésion au *statu quo*. 57% des membres de ce groupe considèrent qu'il faut « réformer la société française en profondeur » et 7% estiment même qu'il faudrait la « transformer radicalement ». Certes, ces niveaux restent inférieurs à ceux observés dans l'ensemble de la société française, mais ils demeurent particulièrement élevés pour le segment le plus fidèle du macronisme. Autrement dit, même les électeurs les plus proches d'Édouard Philippe et de Gabriel Attal ne semblent pas attendre une simple continuité du macronisme tel qu'il a existé depuis 2017. Ils apparaissent davantage à la recherche d'une nouvelle incarnation du bloc central : une offre politique capable de préserver certains équilibres économiques et institutionnels tout en ouvrant un nouveau cycle politique.

Graphique 2. Souhaits de transformation de la société française dans les années à venir



Cette contradiction apparente dit probablement beaucoup des contraintes qui pèseront sur les candidatures issues de cet espace politique en 2027. Ni Édouard Philippe ni Gabriel Attal ne

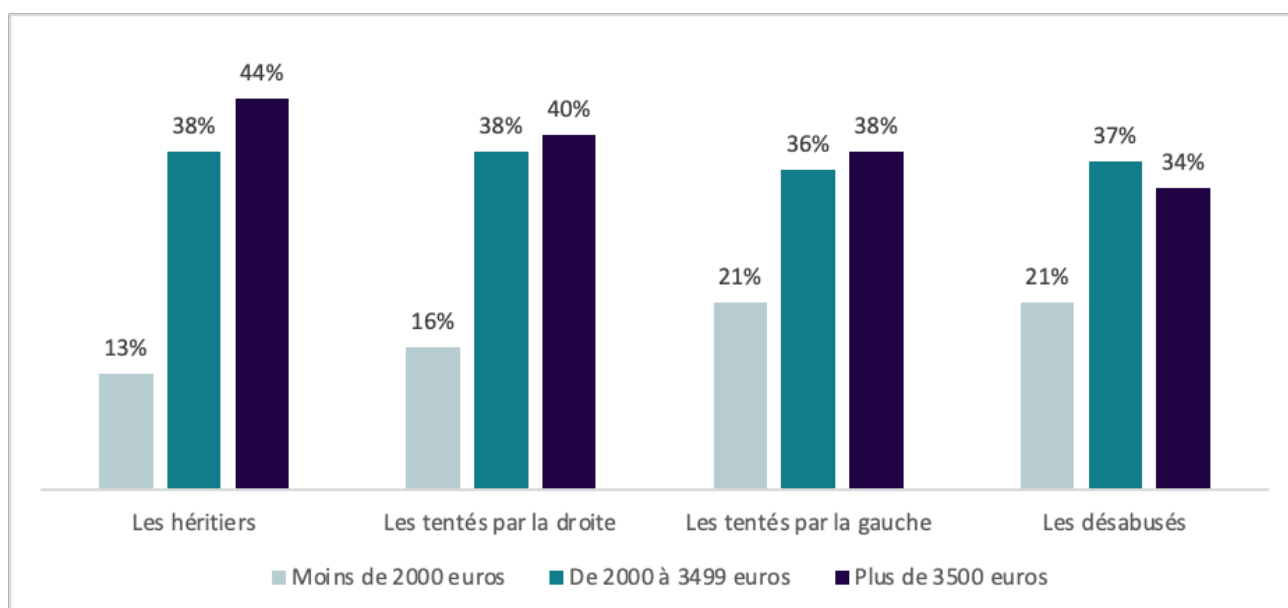
pourront se contenter d'apparaître comme les candidats d'une simple continuité gestionnaire. Pour conserver cet électorat, ils devront aussi porter une promesse de transformation et montrer leur capacité à renouveler le récit politique du bloc central.

Un électorat âgé, aisé et stabilisé

Sociologiquement, les « héritiers » correspondent à la fraction la plus installée de l'ancien électorat macroniste. 57% de ses membres ont 60 ans ou plus, soit 8 points de plus que la moyenne observée dans les quatre groupes. Cette structure démographique explique la très forte présence des retraités, qui représentent ici 51% de l'électorat.

Les « héritiers » apparaissent également comme le groupe le plus favorisé économiquement au sein de l'ancien électorat Macron. 59% déclarent qu'il leur est facile de mettre de l'argent de côté à la fin du mois, soit 6 points de plus que la moyenne des quatre groupes et 19 points de plus que dans l'ensemble de la population française. De la même manière, 44% appartiennent à un foyer dont les revenus dépassent 3500 euros nets par mois, soit 13 points de plus que dans l'ensemble des Français. Cette stabilité matérielle se traduit logiquement par un niveau élevé de satisfaction personnelle : 68% des membres de ce groupe se déclarent satisfaits de la vie qu'ils mènent, soit 6 points de plus que dans l'ensemble des quatre groupes.

Graphique 3. Revenu mensuel net du foyer des différents groupes



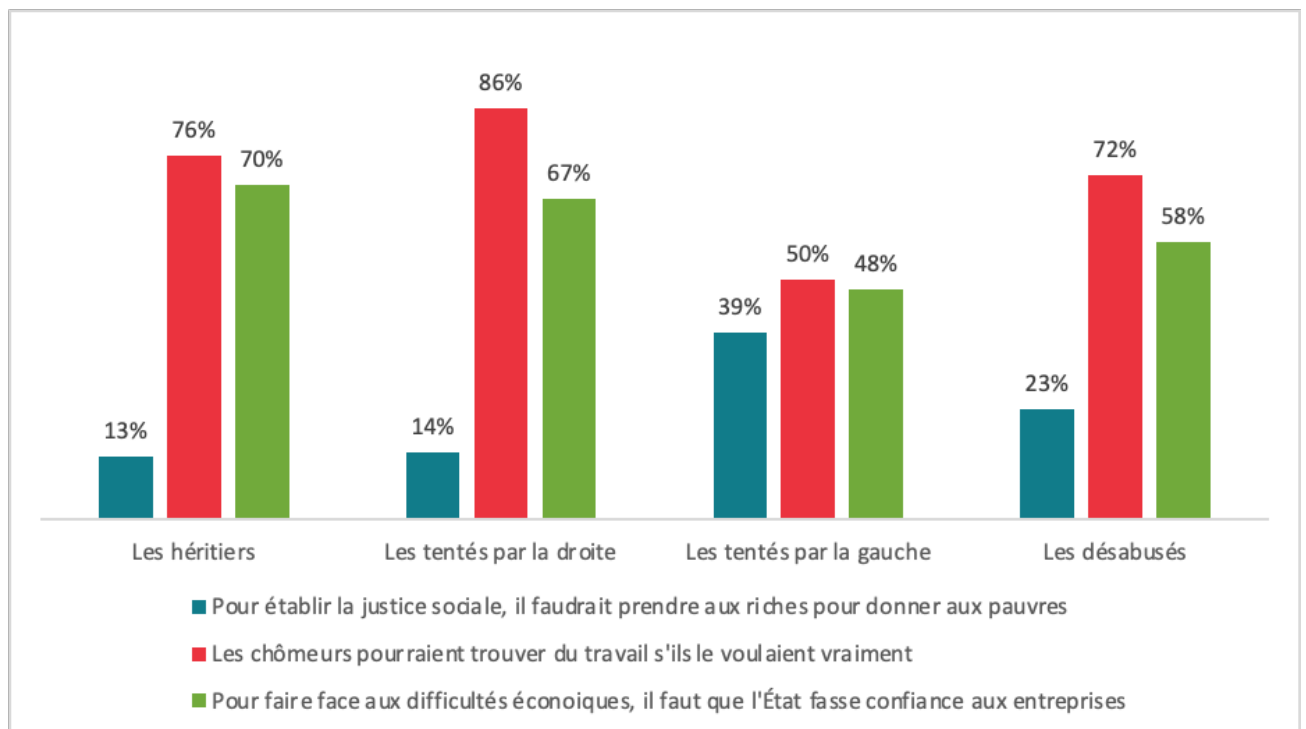
Les « héritiers » apparaissent ainsi comme le segment le plus sécurisé économiquement et socialement du macronisme. Un électorat qui a globalement le sentiment que sa situation

personnelle s'est maintenue, voire améliorée, au cours des dernières années.

Le cœur du macronisme économique

Sur les questions économiques, les « héritiers » apparaissent comme un groupe particulièrement libéral – un trait qu'ils partagent avec le groupe tenté par la droite. 70% considèrent que, pour faire face aux difficultés économiques, l'État doit avant tout faire confiance aux entreprises, soit 7 points de plus que la moyenne des quatre groupes. 76% estiment également que « les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment », soit 15 points de plus que dans l'ensemble des Français.

Graphique 4. Positionnement des différents groupes sur les sujets économiques



À l'inverse, seuls 13% considèrent que, pour établir la justice sociale, il faudrait « prendre aux riches pour donner aux pauvres », soit 24 points de moins que dans l'ensemble de la population française. Les « héritiers » apparaissent ainsi comme le cœur du macronisme économique : un électorat attaché à l'entreprise, à la valorisation du travail et à un libéralisme assumé.

Une modération culturelle qui les distingue de la droite

Mais cette proximité avec le groupe tenté par la droite sur les enjeux économiques trouve rapidement ses limites sur les questions culturelles et identitaires. Seuls 31% des « héritiers »

considèrent qu'il y a « trop d'immigrés en France », soit 21 points de moins que chez l'ensemble des Français. De la même manière, seuls 23% se déclarent favorables au rétablissement de la peine de mort, contre 46% chez l'ensemble de la population française.

Les « héritiers » apparaissent ainsi comme un électorat relativement modéré sur les questions culturelles, attaché à une forme de libéralisme sociétal et peu réceptif aux logiques de radicalité identitaire, propre au groupe tenté par la droite.

Un électorat attaché à la stabilité et à la crédibilité

Enfin, les priorités politiques des « héritiers » confirment leur positionnement très gestionnaire et institutionnel.

Tableau 2. Sujets jugés déterminants pour faire son choix de vote lors de la prochaine présidentielle

	Les « héritiers »	Les « tentés par la droite »	Les « tentés par la gauche »	Les « désabusés »
Reculer l'âge de départ à la retraite	29%	25%	15%	19%
Supprimer l'indexation du montant des retraites sur l'inflation, au-delà d'un certain montant	13%	16%	20%	25%
Mieux maîtriser l'immigration	37%	67%	20%	51%
Augmenter le budget de la défense	34%	30%	23%	22%
Favoriser la construction de nouveaux logements	23%	13%	24%	24%

Favoriser l'accès aux logements sociaux	13%	9%	26%	18%
Limiter l'usage des écrans et des réseaux sociaux chez les moins de 15 ans	26%	25%	26%	26%
Baisser le niveau des impôts et des taxes	26%	42%	27%	44%
Taxer davantage les successions des plus aisés	14%	10%	30%	23%
Augmenter nos capacités de production d'énergie <i>via</i> le nucléaire	51%	49%	36%	46%
Assurer une meilleure sécurité des biens et des personnes	50%	64%	36%	58%
Lutter contre les discriminations	23%	15%	44%	29%
Lutter contre le chômage	43%	38%	44%	50%
Réduire les inégalités sociales	24%	14%	49%	34%
Augmenter nos capacités de production d'énergie <i>via</i> les énergies renouvelables	40%	34%	49%	40%
Maintenir la place de la France dans le monde	56%	52%	50%	53%
Réduire la dette et les déficits	72%	66%	51%	61%

Améliorer l'attractivité de l'économie française	64%	64%	53%	60%
Améliorer le pouvoir d'achat des Français	49%	57%	57%	66%
Faire en sorte que le travail paie davantage	54%	66%	58%	68%
Préserver l'environnement	35%	23%	59%	35%
Améliorer le système éducatif	55%	51%	61%	54%
Préserver le système de santé	76%	73%	85%	79%

Le premier sujet jugé déterminant pour la prochaine présidentielle est la préservation du système de santé, citée par 76% des membres du groupe. Viennent ensuite la réduction de la dette et des déficits publics (72%) – une préoccupation partagée avec le groupe qui penche vers la droite (66%) – puis l'amélioration de l'attractivité de l'économie française (64%). Le maintien de la place de la France dans le monde arrive ensuite avec 56%. Il s'agit d'ailleurs du seul groupe dans lequel cet enjeu figure parmi les cinq thèmes les plus importants. Enfin, l'amélioration du système éducatif est citée par 55% des membres du groupe.

Les « héritiers » apparaissent dès lors comme le segment le plus stabilisateur de l'ancien bloc macroniste : économiquement libéraux, culturellement modérés et profondément attachés à la crédibilité économique et internationale du pays. Cette logique se retrouve enfin dans leur rapport aux stratégies d'alliance politique. 73% des membres du groupe se déclarent favorables à une primaire de la droite et du centre. Mais cette ouverture possède une limite très nette : 77% refusent que Reconquête ! puisse participer à une telle primaire. Autrement dit, les « héritiers » restent favorables à un rassemblement du bloc central et de la droite modérée, mais rejettent clairement toute alliance avec la droite radicale.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Les « tentés par la droite » : une crispation identitaire

Les « tentés par la droite » représentent 27% des électeurs d'Emmanuel Macron au premier tour de l'élection présidentielle de 2022. Économiquement très proches des « héritiers », ils s'en distinguent en revanche fortement sur les questions identitaires, culturelles et d'autorité. C'est véritablement sur ces questions de société que le *switch* vers la droite se réalise. Si ces électeurs restent attachés au libéralisme économique et à une vision valorisant l'entreprise et le travail, ils apparaissent désormais de plus en plus sensibles aux thèmes traditionnellement portés par la droite et l'extrême droite.

Une droitisation déjà largement engagée

Les probabilités de vote montrent à quel point ce déplacement politique est déjà largement avancé. Les membres de ce groupe affichent une probabilité moyenne de 6,7/10 de voter pour le Rassemblement national et de 6,6/10 pour Les Républicains. Ces niveaux sont supérieurs à ceux observés pour Horizons (5,7/10) et Renaissance (5,5/10). Plus significatif encore : leur probabilité moyenne de voter pour Reconquête ! atteint 4,9/10.

Tableau 3. Probabilité de vote moyenne sur une échelle de 0 à 10 pour différents partis politiques, lors des prochaines échéances électorales

	Les « héritiers »	Les « tentés par la droite »	Les « tentés par la gauche »	Les « désabusés »
La France insoumise	0,2	1	1,4	0,5
Les Écologistes	1,9	2,3	5,2	1,3
Parti socialiste	3,4	2,9	6,9	1,9

Renaissance	7	5,5	4,5	1,7
Horizons	7,2	5,7	4,5	2,4
Les Républicains	5,8	6,6	3	3,6
Rassemblement national	0,6	6,7	0,3	2,3
Reconquête !	2,1	4,9	1,3	1,1

Lecture : en moyenne les « héritiers » ont une probabilité moyenne de 7/10 de voter Renaissance lors de prochaines élections.

Autrement dit, chez ces électeurs, le bloc central n'apparaît plus comme le point d'ancrage naturel. Une partie importante d'entre eux semblent déjà engagés dans une dynamique de réorientation vers la droite, voire l'extrême droite, et constituent en partie la fameuse « France glissante », ce nouveau groupe de l'électorat potentiel de Marine Le Pen ou Jordan Bardella que nous avons mis en lumière dans une précédente note². Les élections européennes de 2024 ont par ailleurs déjà donné un avant-goût de ce mouvement. Seuls 31% des membres de ce groupe avaient voté pour la liste Renaissance. À l'inverse, 16% avaient voté pour Les Républicains, 21% pour le Rassemblement national et même 5% pour Reconquête !.

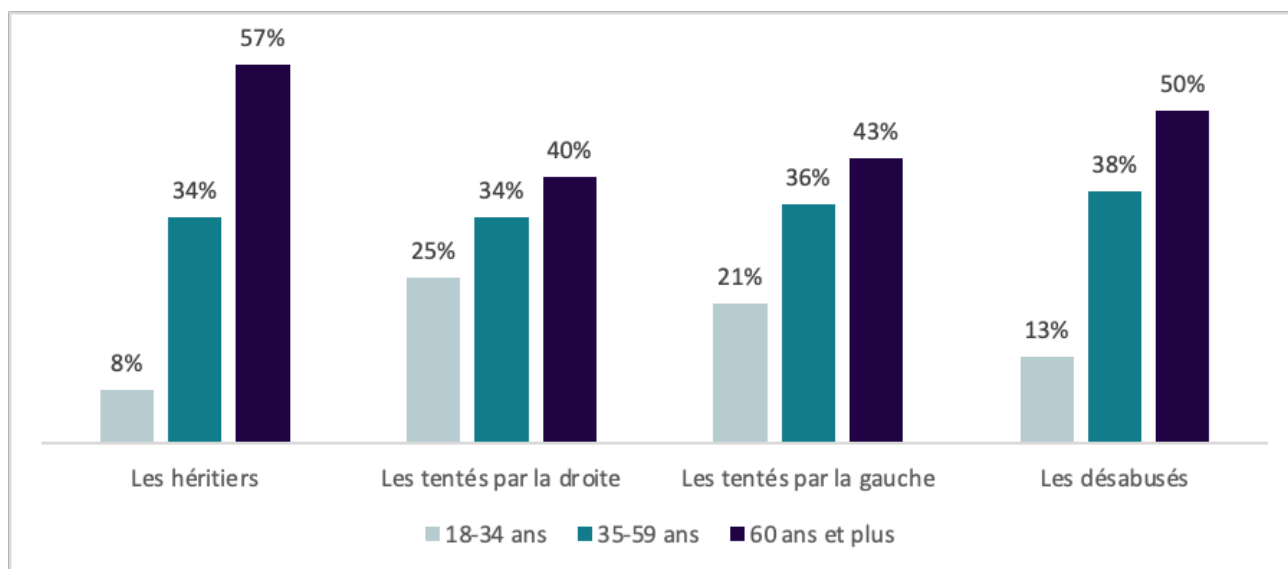
Cette droitisation ne signifie pas pour autant une rupture totale et définitive avec les personnalités du bloc central. Lorsqu'on les interroge sur leur satisfaction potentielle en cas de victoire des différents candidats à l'élection présidentielle, Édouard Philippe arrive en tête avec 54% de satisfaits. Il devance Jordan Bardella (49%), Bruno Retailleau (45%), Marine Le Pen (38%) et Gabriel Attal (37%).

Ce résultat est particulièrement intéressant. Il montre que cet électorat n'a pas encore totalement quitté l'espace macroniste. Une partie de ces électeurs semble encore rechercher une offre capable de combiner crédibilité économique, fermeté régaliennne et maîtrise des enjeux identitaires. C'est probablement ce qui explique la position singulière d'Édouard Philippe dans cet espace : il apparaît comme une figure capable de maintenir un lien entre une partie de l'ancien électorat macroniste et un électorat de droite, plus radical sur les questions culturelles.

Un électorat plus jeune et plus masculin

Sociologiquement, les « tentés par la droite » se distinguent sur certains points des « héritiers ». Ils constituent le groupe le plus jeune de l'ancien électorat Macron : 25% ont entre 18 et 34 ans, contre seulement 16% en moyenne dans les quatre groupes. 34% ont entre 35 et 59 ans. Cet électorat est par ailleurs plus masculin : 56% de ses membres sont des hommes. Les cadres supérieurs y sont légèrement surreprésentés : 18% contre 15% en moyenne dans les quatre groupes. Le niveau de diplôme reste également relativement élevé, avec 60% de diplômés du supérieur.

Graphique 5. Âge moyen au sein des différents groupes



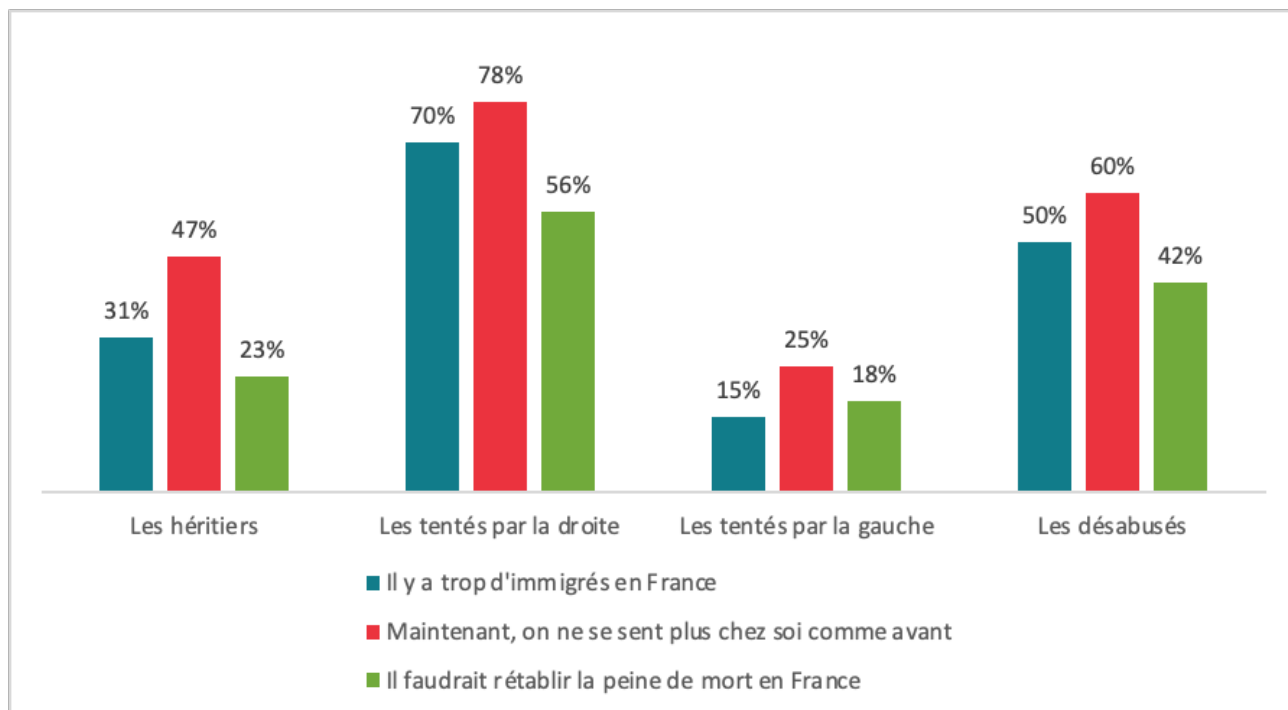
Économiquement, ce groupe demeure favorisé. 56% déclarent qu'il leur est facile de mettre de l'argent de côté à la fin du mois, soit 16 points de plus que dans l'ensemble de la population française. De la même manière, 40% appartiennent à un foyer dont les revenus dépassent 3500 euros nets par mois, soit 10 points de plus que chez l'ensemble des Français. 60% se déclarent par ailleurs satisfaits de la vie qu'ils mènent.

Un positionnement très marqué à droite sur les enjeux de société

C'est sur les questions identitaires et culturelles que ce groupe se distingue le plus fortement des autres segments de l'ancien électorat d'Emmanuel Macron et que le *switch* avec le groupe des héritiers se réalise. 70% considèrent qu'il y a « trop d'immigrés en France », contre 39% en moyenne dans les quatre groupes. 78% déclarent que « maintenant, on ne se sent plus chez soi comme avant », soit 27 points de plus que la moyenne des quatre groupes. Ils sont même majoritaires à souhaiter le rétablissement de la peine de mort : 56% y sont favorables. Cette

radicalité sur les enjeux de société explique ainsi largement le déplacement de ce groupe vers la droite.

Graphique 6. Positionnement des différents groupes sur les sujets de société



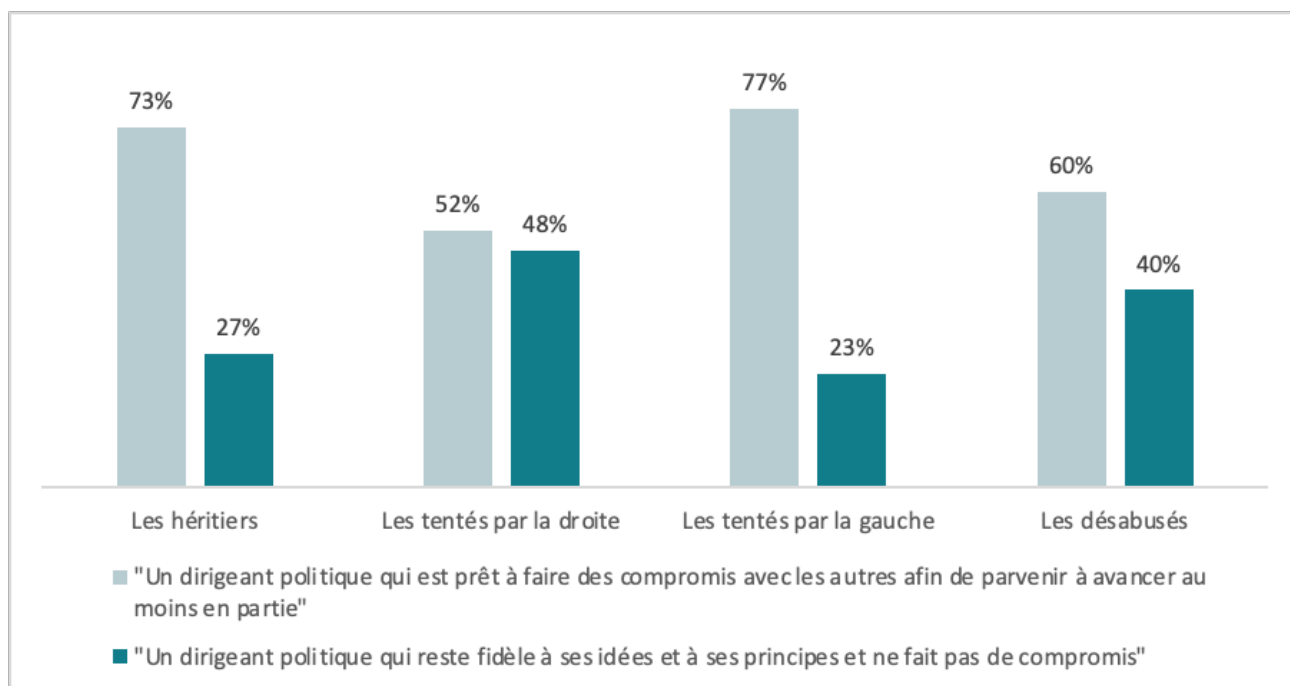
Si ce groupe se caractérise donc par une grande radicalité sur les enjeux de société, il est au contraire particulièrement aligné avec le libéralisme du groupe des « héritiers » : seulement, 14% des membres de ce groupe considèrent que pour établir la justice sociale, il faudrait prendre aux riches pour donner aux pauvres, 86% considèrent que les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment et 67% sont d'accord pour dire que pour faire face aux difficultés économiques, il faut que l'État fasse confiance aux entreprises.

Pour résumer, ce groupe est donc aligné sur l'électorat fidèle du macronisme sur les questions économiques, mais fortement désaligné sur les enjeux de société. Or, lorsqu'on regarde justement les thèmes jugés déterminants dans le choix de vote lors des prochaines échéances électorales, les sujets de société trident les premières positions, à l'inverse des autres groupes. Si la préservation du système de santé arrive en tête avec 73%, l'immigration apparaît immédiatement derrière : 67% considèrent que « mieux maîtriser l'immigration » sera déterminant dans leur vote. En cinquième position, le fait d'« assurer une meilleure sécurité des biens et des personnes » est également jugé comme un déterminant de vote par 64% de ces « tentés par la droite ».

Une forte demande de rupture politique

Comme les « héritiers », les électeurs tentés par la droite expriment une forte demande de changement. Mais cette demande apparaît ici encore plus radicale. 57% considèrent qu'il faut « réformer la société française en profondeur » (+2 points par rapport à la moyenne des quatre groupes) et 19% qu'il faut même la « transformer radicalement » (+8 points par rapport à la moyenne des quatre groupes). Ce résultat est particulièrement frappant pour un électorat issu d'un pouvoir en place depuis près de dix ans. Il montre à quel point une partie de l'ancien électorat macroniste ne se reconnaît plus dans le bilan politique actuel et aspire désormais à une rupture plus nette.

Graphique 7. Le représentant politique idéal, selon les différents groupes



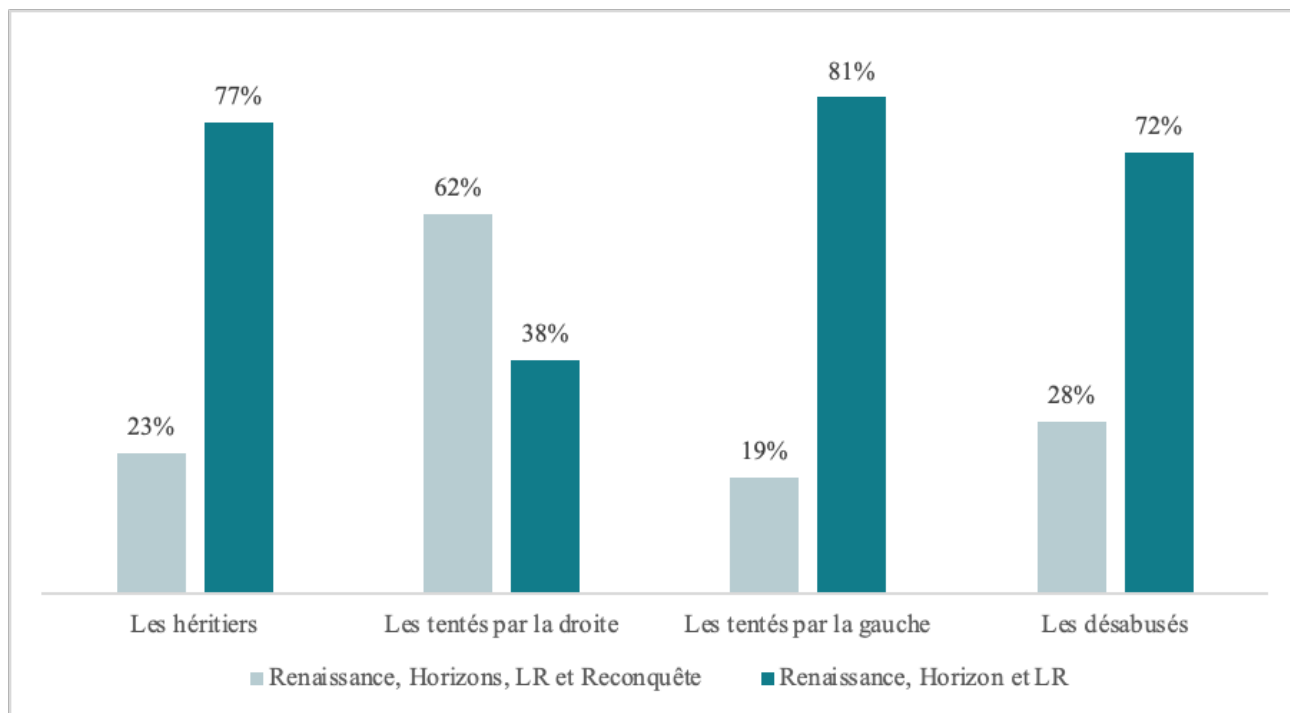
Cette demande de rupture se retrouve également dans leur rapport au compromis politique. Alors que 67% de l'ensemble des électeurs d'Emmanuel Macron de 2022 considèrent qu'un dirigeant politique doit être prêt à faire des compromis, les « tentés par la droite » apparaissent beaucoup plus divisés : 52% souhaitent un dirigeant prêt à faire des compromis, mais 48% préfèrent un dirigeant qui n'en fait pas. Cette évolution traduit probablement une demande croissante d'autorité politique et de clarté idéologique.

Une primaire ouverte jusqu'à Reconquête !

Enfin, ce groupe est celui qui pousse le plus loin la logique de recomposition entre le bloc central et la droite. 77% des membres du groupe se déclarent favorables à une primaire de la droite et du

centre, soit le niveau le plus élevé des quatre groupes. Mais surtout, 62% souhaitent que Reconquête ! puisse participer à cette primaire.

Graphique 8. Périmètre idéal d'une primaire de la droite et du centre selon les différents groupes



Ce chiffre marque une rupture très nette avec les autres segments de l'ancien électorat macroniste. Là où les « héritiers » restent attachés à une frontière claire avec la droite radicale, les « tentés par la droite » apparaissent beaucoup plus ouverts à une recomposition large de l'espace de droite. C'est probablement pour cela que ce bloc est particulièrement stratégique pour 2027. Il constitue aujourd'hui le principal espace de concurrence entre le bloc central, la droite traditionnelle et l'extrême droite.

Les « tentés par la gauche » : une demande de social-libéralisme

Les « tentés par la gauche » représentent 23% des électeurs d'Emmanuel Macron au premier tour de l'élection présidentielle de 2022. Ils constituent le segment de l'ancien bloc macroniste qui semble aujourd'hui le plus engagé dans une dynamique de déplacement vers la gauche modérée et pro-européenne. Si le *switch* des « tentés par la droite » se réalisait essentiellement sur les questions de société, celui des « tentés par la gauche » se fait avant tout sur les sujets économiques et sociaux.

La gauche « sociale-libérale » s'impose comme le principal point de chute

Les probabilités de vote montrent clairement cette dynamique de réorientation politique. Les « tentés par la gauche » affichent une probabilité moyenne de 6,9/10 de voter pour le Parti socialiste, contre seulement 5,2/10 pour Les Écologistes, 4,5/10 pour Renaissance et 4,5/10 pour Horizons. Autrement dit, chez ces électeurs, le bloc central n'apparaît plus comme l'espace politique naturel. Une partie importante semble désormais se projeter dans une offre sociale-démocrate davantage ancrée à gauche.

Les élections européennes de 2024 avaient déjà largement mis en lumière ce mouvement vers le centre gauche : 36% des membres de ce groupe avaient voté pour la liste de Raphaël Glucksmann, contre seulement 26% pour la liste Renaissance. 9% avaient également voté pour la liste écologiste.

Tableau 4. Vote des différents groupes aux européennes de 2024

	Les « héritiers »	Les « tentés par la droite »	Les « tentés par la gauche »	Les « désabusés »
La France insoumise	0%	1%	4%	3%
Les Écologistes	0%	2%	9%	2%
Parti socialiste-Place publique	7%	3%	36%	8%
Renaissance et alliés	70%	31%	26%	27%
Les Républicains	7%	16%	2%	10%
Rassemblement national	0%	21%	1%	9%
Reconquête !	1%	5%	0%	3%
Abstention / Blanc et nul	2%	17%	15%	27%

Lecture : 7% des « héritiers » ont voté LR aux européennes de 2024.

Mais cette réorientation vers la gauche ne signifie pas pour autant un rejet total de l'ensemble des figures issues du macronisme. Lorsqu'on les interroge sur leur satisfaction potentielle en cas de victoire des différents candidats à l'élection présidentielle, Raphaël Glucksmann arrive en tête avec 51% de satisfaits, mais Édouard Philippe suit de près avec 47%, devant Gabriel Attal à 38%. Ce résultat est particulièrement intéressant politiquement. Il montre qu'une partie de cet électorat continue à voir en Édouard Philippe une figure acceptable, malgré son positionnement plus marqué à droite sur certains sujets. Cela confirme sa capacité à conserver des points d'appui dans plusieurs segments de l'ancien électorat macroniste.

Un électorat plus urbain et diplômé que la moyenne

Sociologiquement, les « tentés par la gauche » présentent un profil assez différent des autres groupes de l'ancien électorat Macron. Il s'agit d'un électorat très urbain : 49% vivent dans des communes de plus de 200 000 habitants, contre 43% en moyenne dans les quatre groupes. Les diplômés du supérieur y sont également particulièrement nombreux : 68%, contre 62% en moyenne dans les quatre groupes et 55% dans l'ensemble de la population française.

Mais ce capital culturel élevé ne se traduit pas automatiquement par une situation économique particulièrement favorable. Les « tentés par la gauche » apparaissent même comme l'un des groupes les moins favorisés au sein de l'ancien électorat Macron, à égalité avec les « désabusés ». 21% appartiennent à un foyer gagnant moins de 2000 euros nets par mois et 36% à un foyer situé entre 2000 et 3500 euros. Ces niveaux sont relativement proches de ceux observés dans l'ensemble de la population française. Cet électorat reste néanmoins relativement intégré socialement : 59% se déclarent satisfaits de la vie qu'ils mènent. Du point de vue des catégories socioprofessionnelles, le groupe apparaît relativement hétérogène : 36% de retraités, 17% de cadres supérieurs, 16% de professions intermédiaires et 13% d'employés.

Le groupe le plus attaché au compromis

Contrairement aux électeurs tentés par la droite, les « tentés par la gauche » apparaissent relativement peu attirés par les logiques de rupture politique. 48% considèrent qu'il faut « réformer la société française en profondeur », soit 7 points de moins que la moyenne des quatre groupes. À l'inverse, 46% estiment qu'il faut simplement « aménager la société sur quelques points », soit 12 points de plus que dans l'ensemble des groupes. De plus, 77% d'entre eux souhaitent un dirigeant politique prêt à faire des compromis, soit 10 points de plus que la moyenne des quatre groupes.

Cet électorat apparaît ainsi comme le plus réformiste, au sens classique du terme : attaché aux compromis, aux ajustements progressifs et à une logique de transformation graduelle plutôt qu'à une rupture brutale. Il est intéressant de constater qu'il pense trouver cela aujourd'hui davantage dans le centre gauche que dans la « filiation naturelle » du macronisme.

L'économie, le social et l'environnement à l'origine du *switch* vers la gauche

Notons tout d'abord ce point : les « tentés par la gauche » se montrent encore plus ouverts culturellement que les « héritiers » et aux antipodes du positionnement des « tentés par la droite » : seuls 15% considèrent qu'il y a « trop d'immigrés en France », 25% seulement déclarent que « maintenant on ne se sent plus chez soi comme avant ».

Néanmoins, c'est bien sur les sujets économiques, sociaux et environnementaux que la rupture avec le cœur du macronisme se consomme. 39% des « tentés par la gauche » considèrent que, pour établir la justice sociale, il faudrait « prendre aux riches pour donner aux pauvres », contre 20% en moyenne dans les quatre groupes et 37% chez l'ensemble des Français. 50% estiment que « les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment », contre 72% en moyenne dans les quatre groupes et 61% dans l'ensemble de la population française. Enfin, ils apparaissent très partagés sur le rôle que doit jouer l'État dans l'économie : 48% considèrent qu'il faut faire confiance aux entreprises, tandis que 52% estiment que l'État doit contrôler plus étroitement l'économie.

Enfin, les thèmes jugés prioritaires pour la prochaine présidentielle montrent très clairement ce qui différencie cet électorat du reste de l'ancien bloc macroniste. La préservation du système de santé arrive en tête avec 85%, devant l'amélioration du système éducatif avec 61%. Mais surtout, la préservation de l'environnement arrive en troisième position avec 59%. Ce résultat est particulièrement important, car ce thème n'apparaît dans le top 5 d'aucun autre groupe. À l'inverse, il arrive quasiment au bas des priorités chez les électeurs tentés par la droite, avec seulement 23%. Cette fracture montre à quel point les enjeux environnementaux constituent désormais un marqueur politique fort au sein d'une partie de l'ancien électorat macroniste. Viennent ensuite des préoccupations davantage sociales : faire en sorte que le travail paie davantage (58%) et améliorer le pouvoir d'achat des Français (57%).

Les « tentés par la gauche » apparaissent ainsi comme le segment culturellement ouvert, mais surtout le plus social et le plus écologiste de l'ancien électorat Macron. Un électorat qui semble progressivement glisser vers une gauche modérée, européenne et réformiste.

Les « désabusés » : la fatigue démocratique du macronisme

Les « désabusés » représentent 15% des électeurs d'Emmanuel Macron au premier tour de l'élection présidentielle de 2022. Ils constituent le groupe le plus difficile à capter politiquement, mais aussi peut-être le plus révélateur des limites du macronisme après dix années de pouvoir. Car, contrairement aux autres segments de l'ancien électorat présidentiel, ces électeurs ne semblent plus véritablement croire à aucune offre politique. Leur rapport à la politique apparaît avant tout marqué par la déception, la défiance et une forme de retrait démocratique.

Un électorat qui ne croit plus vraiment en aucun candidat

Le premier élément frappant chez les « désabusés » est la faiblesse générale des probabilités de vote accordées à l'ensemble des forces politiques. Aucune formation ne dépasse une moyenne de 4/10. Les Républicains atteignent 3,6/10, Horizons 2,4/10, le Rassemblement national 2,3/10 et le Parti socialiste 1,9/10. Autrement dit, contrairement aux autres groupes, les « désabusés » ne semblent pas engagés dans une véritable réorientation idéologique. Ils ne vont ni clairement vers la droite, ni clairement vers la gauche et apparaissent surtout en train de sortir progressivement du jeu politique.

Les niveaux de satisfaction en cas de victoire des différents candidats confirment cette logique de détachement généralisé. 34% seulement se déclareraient satisfaits d'une victoire d'Édouard Philippe, 25% d'une victoire de Gabriel Attal, 20% de Bruno Retailleau et 19% de Jordan Bardella. Aucun candidat ne parvient véritablement à susciter une adhésion forte dans cet électorat. Les élections européennes de 2024 avaient déjà largement montré cette dynamique de retrait : 27% des membres de ce groupe s'étaient abstenus, soit autant que ceux ayant voté pour la liste Renaissance.

De la critique du bilan Macron à une fatigue démocratique

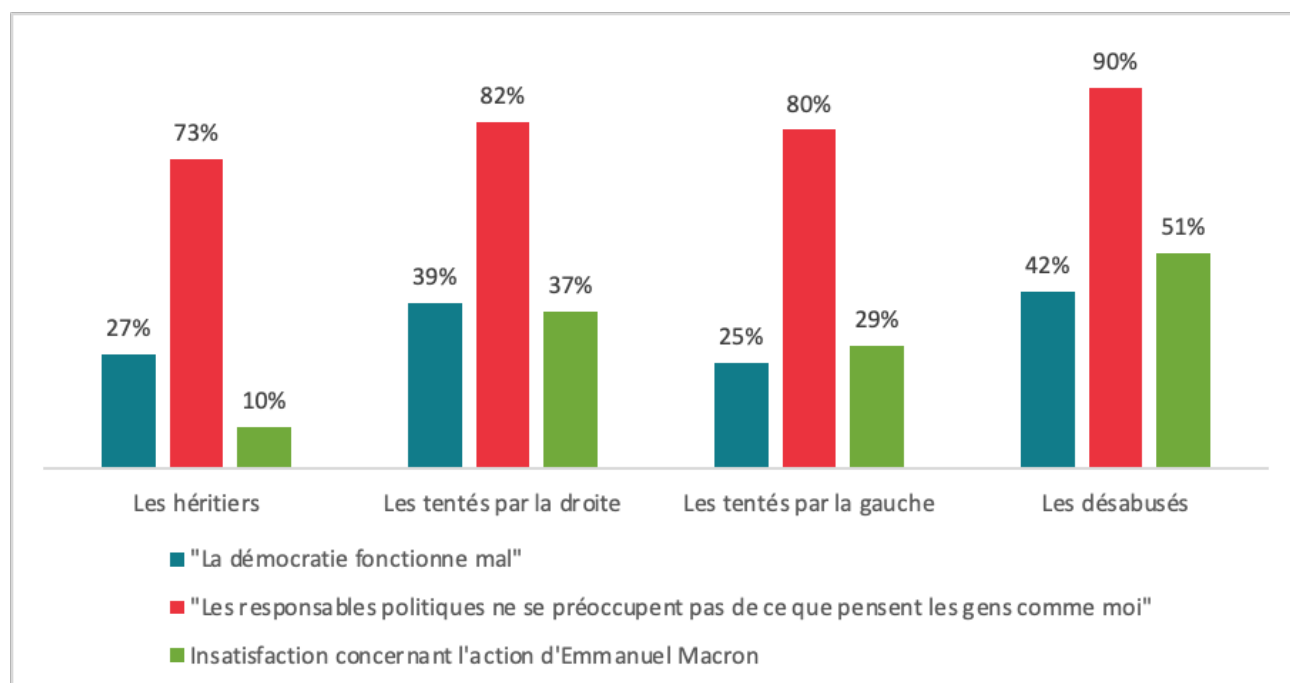
Cette distance vis-à-vis de l'ensemble de l'offre politique s'explique en grande partie par le rapport très dégradé qu'entretiennent les « désabusés » avec le bilan du président de la République. 51% se déclarent insatisfaits de l'action d'Emmanuel Macron, contre seulement 27% en moyenne dans l'ensemble des quatre groupes. À l'inverse, seuls 9% se disent satisfaits de son action. Aucun autre groupe de l'ancien électorat Macron n'affiche un tel niveau de rejet du bilan présidentiel, même ceux tentés par la gauche ou par la droite.

Cette rupture est d'autant plus intéressante qu'elle ne semble pas déboucher sur une adhésion

forte à une autre offre politique. Tout se passe comme si ces électeurs avaient placé beaucoup d'espoirs dans le macronisme, avant d'éprouver un profond sentiment de déception.

Il est alors frappant de constater comment la déception éprouvée vis-à-vis du président Macron rejaillit sur le rapport global de ce groupe au fonctionnement de la démocratie. 90% considèrent que « les responsables politiques ne se préoccupent pas de ce que pensent les gens comme eux ». 42% estiment que la démocratie fonctionne mal en France, soit 10 points de plus que dans l'ensemble des quatre groupes.

Graphique 9. Positionnement des différents groupes sur les enjeux démocratiques



Les « désabusés » ne sont pas simplement critiques à l'égard du gouvernement ou d'Emmanuel Macron, ils apparaissent beaucoup plus largement en rupture avec le fonctionnement politique actuel et cette dimension est centrale pour comprendre leur positionnement. Leur retrait politique semble ainsi moins relever d'une radicalisation idéologique que d'un décrochage démocratique progressif.

Un électorat plus fragile socialement

Sociologiquement, les « désabusés » apparaissent plus fragiles que les autres segments de l'ancien électorat Macron. Les zones rurales y sont davantage représentées : 23% vivent dans des communes rurales, contre 19% en moyenne dans les quatre groupes. Les professions intermédiaires sont également surreprésentées avec 20%, contre 15% en moyenne.

Tableau 5. Catégorie socio-professionnelle des différents groupes

	Les « héritiers »	Les « tentés par la droite »	Les « tentés par la gauche »	Les « désabusés »
Agriculteur	0%	1%	2%	0%
Commerçant / chef d'entreprise	3%	4%	4%	5%
Cadre supérieur	14%	18%	17%	9%
Profession intermédiaire	13%	13%	16%	20%
Employé	8%	15%	13%	12%
Ouvrier	6%	8%	4%	7%
Retraité	51%	35%	36%	42%
Autre inactif	5%	6%	8%	4%

Sur le plan économique, les « désabusés » apparaissent comme le groupe le plus en difficulté financièrement. 46% seulement déclarent qu'il leur est facile de mettre de l'argent de côté à la fin du mois, contre 53% dans l'ensemble des quatre groupes. 21% appartiennent à un foyer gagnant moins de 2000 euros nets par mois et 37% à un foyer situé entre 2000 et 3500 euros. Cette fragilité relative se retrouve également dans leur rapport à leur propre vie : 55% seulement se déclarent satisfaits de la vie qu'ils mènent, contre 62% en moyenne dans les quatre groupes. Par ailleurs, cet électorat se caractérise par une surreprésentation de femmes (57%).

Un mélange de libéralisme économique et de crispation culturelle

Sur les enjeux culturels, les « désabusés » présentent un positionnement à mi-chemin entre les

« héritiers » et les « tentés par le droite » : 50% considèrent qu'il y a « trop d'immigrés en France », 60% déclarent que « maintenant on ne se sent plus chez soi comme avant » et 42% sont favorables au rétablissement de la peine de mort.

Sur les enjeux économiques, c'est également le libéralisme qui les caractérise : 23% seulement considèrent que, pour établir la justice sociale, il faudrait « prendre aux riches pour donner aux pauvres », 72% estiment que « les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment » et 58% considèrent que, pour faire face aux difficultés économiques, l'État doit avant tout faire confiance aux entreprises.

Des priorités centrées sur le quotidien

Enfin, les thèmes jugés prioritaires pour la prochaine présidentielle montrent un électorat avant tout préoccupé par les enjeux de vie quotidienne. La préservation du système de santé arrive en tête avec 79%. Viennent ensuite faire en sorte que le travail paie davantage (68%), améliorer le pouvoir d'achat des Français (66%), réduire la dette et les déficits publics (61%) et améliorer l'attractivité de l'économie française (60%).

Contrairement aux électeurs tentés par la droite, les enjeux identitaires ne figurent pas ici parmi les premières priorités politiques. Et contrairement aux électeurs tentés par la gauche, les questions environnementales sont largement absentes.

Les « désabusés » apparaissent ainsi avant tout comme un électorat « du quotidien », préoccupé par sa situation matérielle et progressivement gagné par une forme de lassitude démocratique, qui cesse progressivement de croire que la politique peut encore changer positivement la vie.

Conclusion générale

L'analyse des trajectoires possibles des électeurs d'Emmanuel Macron montre qu'à l'approche de 2027, le bloc macroniste apparaît profondément fragmenté. Certains électeurs – les « héritiers » – demeurent attachés à l'existence d'un espace central, économiquement libéral et culturellement ouvert. Mais ils ne représentent qu'un peu plus d'un tiers de l'électorat Macron de 2022. Et surtout, même ce noyau fidèle n'attend pas une simple continuité du macronisme. La très forte demande de réformes profondes observée au sein de ce groupe montre qu'une candidature issue du bloc central ne pourra pas se contenter d'un discours de stabilité, de continuité ou de bonne gestion.

À l'inverse, une partie importante de l'ancien électorat macroniste semble désormais s'éloigner du

bloc central pour des raisons très différentes. Les « tentés par la droite » restent largement alignés avec le cœur du macronisme sur les enjeux économiques, mais s'en distinguent fortement sur les questions culturelles, identitaires et sécuritaires. Leur déplacement vers la droite apparaît avant tout comme un basculement culturel. Les « tentés par la gauche » suivent au contraire une trajectoire inverse. Très ouverts culturellement, ils se différencient surtout du macronisme sur les questions économiques, sociales et environnementales. Leur déplacement vers le centre-gauche traduit ainsi la volonté de retrouver une offre plus sociale et plus écologiste. Enfin, les « désabusés » constituent un symbole de certains manquements du macronisme à l'heure où il faudra en faire son bilan : ces électeurs ne se caractérisent pas principalement par une réorientation idéologique, mais par une profonde déception politique et démocratique. Ayant souvent placé beaucoup d'espoirs dans Emmanuel Macron, ils apparaissent désormais gagnés par une forme de lassitude et en retrait du jeu politique.

Ce que montre ainsi cette étude, c'est que le macronisme ne pourra pas être reconduit tel quel après Emmanuel Macron. La coalition électorale qui avait porté Emmanuel Macron au pouvoir semble aujourd'hui trop fragmentée pour être simplement reconstituée autour d'une candidature de continuité. L'enjeu pour les candidats issus du bloc central n'est pas de récupérer l'électorat d'Emmanuel Macron, il est d'abord de proposer un projet politique capable de répondre à la forte demande de changement qui traverse désormais l'ensemble de cet électorat – y compris son segment le plus fidèle.

Cette attente de changement dit d'ailleurs probablement quelque chose de plus profond sur l'élection présidentielle à venir. Ni Édouard Philippe ni Gabriel Attal ne pourront espérer construire leur candidature uniquement autour d'un rôle de rempart face aux risques que représenteraient Marine Le Pen, Jordan Bardella ou Jean-Luc Mélenchon. Même parmi les électeurs les plus proches du bloc central, la logique du « moindre mal » ou de la simple stabilité apparaît désormais insuffisante.

Bien sûr, beaucoup de choses vont se passer d'ici le premier tour de l'élection : le casting final n'est pas connu, un choix électoral se réalise toujours en fonction des différentes offres disponibles et de fortes dynamiques de vote utile ne sont pas à exclure – loin de là. Néanmoins, un point semble particulièrement clair : pour espérer reconstruire une majorité électorale, les candidatures issues du centre devront porter une offre politique de fond, un projet capable de répondre aux fractures économiques, culturelles, démocratiques et sociales qui traversent aujourd'hui l'ancien électorat macroniste. Mais elles devront aussi accepter une réalité plus profonde : le bloc électoral qui pourra porter une candidature centrale en 2027 ne reprendra probablement pas les mêmes contours que celui qui avait permis l'émergence du macronisme.

Crédit photo : Alexandros Michaildis / European Council.

1. Pierre Bréchon, « L'électorat Macron, un précipité composite à l'avenir incertain », dans Bernard Dolez, Julien Fretel et Rémi Lefebvre (dir.), *L'entreprise Macron*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2019.
2. Antoine Bristielle, *Les quatre familles qui votent RN : la France oubliée, les libéraux identitaires, la France glissante, la droite radicale opportuniste*, [Fondation Jean-Jaurès](#), 15 mai 2026.